

NOMINATION DE ABDELMALEK SELLAL

Belkhadem écarté, Ouyahia affaibli

La nomination de Abdemalek Sellal à la tête de l'Exécutif est un échec flagrant pour les secrétaires généraux du Rassemblement national démocratique et du Front de libération nationale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Sans appartenance politique.» La précision inscrite dans le CV officiel du nouveau Premier ministre peut paraître fortuite, mais elle résume, à elle seule, le camouflet infligé au Front de libération nationale.

Abdelaziz Bouteflika, fort du pouvoir que lui attribue la Constitution, a finalement écarté le parti dont il est le président d'honneur. Pourtant, la «logique» aurait voulu que le poste de «coordinateur de l'équipe gouvernementale» revienne à la formation qui a remporté l'élection législative du 10 mai dernier. Mais les 208 députés du Front de libération nationale n'ont pas été un argument assez fort aux yeux du chef de l'Etat. Un échec personnel pour Abdelaziz Belkhadem. Il faut dire que ce dernier n'avait pas

montré une grande efficacité, entre 2006 et 2008, lors de son passage à la chefferie du gouvernement. «Nous espérons décrocher le Premier ministère, mais il en a été autrement. A mon avis, il existe un consensus pour placer une personnalité neutre politiquement à la tête du gouvernement afin de gérer la période de transition», a expliqué Si Affif. Une situation qui risque de renforcer la position du mouvement de redressement du FLN. Les opposants devraient sans nul doute utiliser ce camouflet pour s'attaquer à Abdelaziz Belkhadem. De leur côté, les membres du mouvement de sauvegarde du Rassemblement national démocratique affichent ouvertement leur satisfaction suite à la mise de fin de fonction d'Ahmed Ouyahia. «En voulant ren-



Photo : Samir Sid

forcer sa position, Ahmed Ouyahia a affaibli le parti et a lui-même fini par chuter», relève Tayeb Zitouni, président de l'APC d'Alger-Centre, et principal animateur du mouvement de

redressement du RND. Selon lui, Ahmed Ouyahia a tiré profit du pouvoir que lui conférait son poste de Premier ministre pour diriger sa formation. «Les décisions qui concer-

nent le parti ne se prenaient pas au siège national mais au Premier ministère. De plus, ces derniers mois, il nous était quasiment impossible d'avoir des activités à l'intérieur du pays. Ouyahia s'arrangeait pour saisir les autorités locales afin de nous bloquer», rapporte Zitouni. Son retrait du sommet de l'Exécutif aura-t-il un effet direct sur les résultats du RND lors des élections locales de novembre. Tayeb Zitouni en est persuadé. «Ouyahia, Premier ministre, a obtenu des résultats catastrophiques aux dernières législatives. Il faut donc s'attendre au pire lors des locales.»

Il est aujourd'hui évident que le véritable objectif d'Ahmed Ouyahia reste l'élection présidentielle de 2014. Pour parvenir à accéder à la dernière marche du pouvoir, l'homme devra encore travailler très dur et mettre en place une stratégie impa-

T. H.

RÉACTIONS DES PARTIS POLITIQUES

Propos recueillis par F.-Zohra B. et Chérif Bennaceur

SAHEB HAKIM, SECRÉTAIRE À L'INFORMATION AU RCD : «C'est le maintien du statu quo»

«C'est le maintien du statu quo», qualifie-t-on ainsi au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), la nomination d'un nouveau Premier ministre et la formation d'un autre gouvernement. «On ne peut le qualifier que de changement dans la continuité», a déclaré le secrétaire national chargé de l'information au RCD, Saheb Hakim, qui estime que cet acte politique confirme que «le changement est différé». «L'on maintient la même clientèle. Les mêmes personnels à l'origine des maux du pays», relève ce cadre du RCD. Et d'autant que si le nouveau Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est un technocrate, il fait toujours partie du «sérail» et «n'est pas représentatif», estimera Saheb Hakim. Ce dernier étant convaincu de la nécessité, à terme, d'insuffler un nouveau souffle, une nouvelle jeunesse à la praxis, l'action politique et, partant, au pays.

MOUSSA TOUATI, PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL ALGÉ-RIEN (FNA) : «Quelle mission, quels moyens pour le nouveau gouvernement ?»

Quelle mission, quels moyens d'action aura le nouveau gouvernement ? C'est l'une des questions que posera le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati. Au-delà de la personnalité du nouveau Premier ministre, l'on s'interroge au FNA sur le fait que quatre mois après l'installation d'une nouvelle Assemblée législative, l'on décide ainsi de «réactiver» l'instance gouvernementale mais pour quoi ? Dans quelle finalité ? Et le dirigeant du FNA de s'interroger si la désignation de Abdelmalek Sellal répond à l'objectif d'«absorber la colère populaire», donner un nouvel élan à l'action nationale ou de gérer seulement les affaires courantes ? Le nouveau Premier ministre aura-t-il les moyens de sa politique, la latitude de traiter les nombreux problèmes ? Autre questionnement corollaire de Moussa Touati.

SOFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE DJIL EL DJADID : «Le colmatage du gouvernement n'est pas encore fini»

«C'est un homme affable», dira le président du parti Djil El Djadid, Sofiane Djilali, à propos du nouveau Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui «sera à même d'ar-

rondir les angles». Au-delà de cette qualité, l'on estime néanmoins, au niveau de cette formation politique agréée récemment, que la désignation d'un nouveau Premier ministre s'inscrit dans «un agenda qui ne correspond pas à l'évolution démocratique, souhaitée, du pays». Et d'autant que si la formation d'un nouveau gouvernement était attendue après les législatives du 10 mai dernier, le «colmatage» du gouvernement opéré ultérieurement n'est, cependant, «pas fini». Comme l'on estime que ce changement institutionnel «n'a aucune relation» avec le renouvellement de l'instance législative. Voire, il soulève le problème de «la succession à venir», à la présidence de la République s'entend.

BELKACEM SAHLI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ANR : «Cela renforcerait le processus de réformes»

La nomination d'un nouveau Premier ministre et d'une autre équipe gouvernementale suscite, auprès de l'Alliance nationale républicaine (ANR), une appréciation plutôt optimiste. «Nous sommes à l'aise», dira le secrétaire général de l'ANR, Belkacem Sahli. Et ce, dans la mesure où les revendications, formulées de manière continue par cette formation politique, en matière de reconfiguration gouvernementale et d'«élargissement» de la participation à la vie politique, dans «l'esprit» des réformes politiques, semblent satisfaites.

Relevant que le chef de l'Etat semble avoir répondu à ce souci, ce dirigeant estime que cet acte est «une étape dans l'approfondissement du processus de réformes. Cela permettrait de renforcer ce processus».

HAMLAOUI AKKOUCHI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'EL ISLAH : «C'est un non-événement»

«C'est un non-événement.» C'est ainsi que l'on pourrait résumer l'appréciation du secrétaire général du mouvement El Islah, Akkouchi Hamlaoui, à propos de la nomination d'un nouveau staff gouvernemental. «Il n'y a rien de nouveau», dira ce dirigeant partisan, persuadé que la désignation d'Abdelmalek Sellal «n'apporte rien de nouveau».

Et dans la mesure où le dirigeant d'El Islah estime que l'action du nouveau Premier ministre à la tête des secteurs des ressources en eau et des transports n'a pas été probante, au regard de la persistance des insuffisances.

Et au secrétaire général d'El Islah de déplorer «l'été à blanc» que les Algériens ont vécu, subissant les coupures d'électricité et d'eau, les agressions physiques et autres problèmes et difficultés socio-économiques, sans conducteur gouvernemental pendant quatre mois. Un «été à blanc», une paralysie institutionnelle et nationale dont le président de la République est le seul responsable, observe-t-on à El Islah.

FATEH REBAÏ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'ENNAHDA : «Des solutions réelles s'imposent»

«Des solutions réelles s'imposent. Nous avons besoin d'une approche politique nouvelle.» C'est ainsi que le secrétaire général du mouvement Ennahda, Fateh Rebaï, s'est exprimé, commentant la désignation d'un nouveau Premier ministre et la formation d'un autre gouvernement. Tout en exprimant, sur le plan du principe, sa «considération» à l'égard du nouveau Premier ministre investi, Fateh Rebaï est néanmoins convaincu que «des échéances, notamment politiques et économiques, attendent l'Algérie».

Selon ce dernier, réitératif, le pays a davantage besoin d'un «gouvernement d'union nationale, appelé à gérer une phase transitoire, réviser la Constitution, revoir la loi électorale et organiser de nouvelles élections législatives, ensuite locales et présidentielle par la suite». Il s'agit de «reconstruire le cadre institutionnel, renouveler le processus de réformes globales, dans le respect de la souveraineté populaire», relèvera le secrétaire général d'En-nahda. Sinon, «l'Algérie retombera dans un cercle vicieux», affirme-t-il.

AMARA BENYOUNÈS, PRÉSIDENT DU MPA : «Un changement attendu...»

«C'est un changement attendu par la population, la classe politique», relevait hier le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, à propos de la désignation d'un nouveau Premier ministre et la formation d'une autre équipe gouvernementale. Qualifiant Abdelmalek Sellal d'«homme de dialogue, d'expérience», le dirigeant du MPA affiche une position, des «prémices favorables» à l'égard de cette nouvelle équipe. Et d'estimer qu'il faut attendre que la nouvelle équipe prenne ses fonctions et assume ses missions avant toute appréciation critique. Comme Amara Benyounès s'est refusé, hier, à commenter sa participation au nouveau gouvernement, une participation objet de supputations médiatiques et qui devait être confirmée par la suite.

LE FFS : «Attendez notre communiqué»

«Attendez notre communiqué», a répondu hier le chargé de la communication au Front des forces socialistes (FFS), sollicité pour une réaction quant au changement de gouvernement. Un communiqué dont la diffusion tardait hier, malgré nos appels répétés.

ABDERREZAK MOKRI, VICE-PRÉSIDENT DU MSP : «Où est le FLN ?»

Le changement de gouvernement est naturel, normal selon le vice-président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Mokri. Néanmoins, ce sont les conditions dans lesquelles a été opéré le changement de gouvernement qui suscitent questionnement auprès de ce dirigeant du MSP. «Où est le FLN, annoncé vainqueur des élections législatives du 10 mai ?», s'interroge Abderrezak Mokri.

Pourquoi ce retard dans la formation du gouvernement ?», s'interroge-t-il également, un retard que ce cadre partisan ne manque pas de lier aux perspectives de la prochaine élection présidentielle.

Et c'est dans ce sens qu'il interprète le choix d'Abdelmalek Sellal en tant qu'«homme de compromis, pour les différents clans au sein du pouvoir».

LAKHDAR BENKHELLAF, PORTE-PAROLE DU FJD : «Quelles perspectives pourrait-on entrevoir ?»

«Quelles perspectives pourrait-on entrevoir ?» s'interroge le porte-parole du Front pour la justice et le développement (FJD), Lakhdar Benkhellaf, suite à la désignation d'une nouvelle équipe gouvernementale.

Au-delà de la nomination d'Abdelmalek Sellal, un cadre compétent et qui a assumé des responsabilités administratives et gouvernementales, le porte-parole du parti d'Abdallah Djaballah, cependant, reste fondamentalement perplexe quant à la suite des événements. Et après ? s'interroge Lakhdar Benkhellaf, incertain sur la prochaine composante gouvernementale, la nature du programme politique et économique à mettre en œuvre...

Et ce, après le retard mis dans la formation du nouveau gouvernement, l'Algérie ayant vécu plus de trois mois dans une situation de paralysie institutionnelle, et à l'orée de la rentrée sociale et dans un contexte de difficultés socioéconomiques persistantes.

